

ENQUÊTE

De Jordan à l'amer...

**Quand le poison de l'antisémitisme
infuse aussi les milieux de gauche**

_Noé Fridman
_François Kraus

Noé Fridman est chargé d'études
au pôle Politique/actualités de l'Ifop.

François Kraus est directeur du pôle
Politique/actualités de l'Ifop.

Noé Fridman et François Kraus souhaitent remercier
Raphaël Le Ray et **Vaddhany Rivière-Ung**.

Introduction

L'extrême droite a-t-elle vraiment le monopole de l'antisémitisme ? Les propos anciens prêtés à Jordan Bardella, exhumés fin septembre 2026, ont eu le mérite de rappeler « à ceux qui seraient tentés de penser le contraire qu'au RN, la question de l'antisémitisme n'est pas encore soldée¹ ». Mais c'est peut-être la surprise suscitée par cette affaire qui est la plus intéressante à signaler, car elle montre combien la « dédiablement » entreprise par le mouvement lepéniste sur ce sujet a été un succès symbolisé, entre autres, par la présence de ses élus à la « grande marche civique » contre l'antisémitisme le 12 novembre 2023.

De l'autre côté de l'échiquier politique, La France insoumise a, quant à elle, connu un chemin inverse, marqué notamment par son refus de participer à ce rassemblement pourtant organisé à l'époque en réponse à la flambée des actes antisémites. Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon assumait ainsi sur ce sujet son isolement parmi les grandes forces politiques nationales, porté par des élus qui n'ont cessé, depuis, d'enchaîner les polémiques, sur fond d'opposition à la politique israélienne à Gaza.

L'an dernier, deux séquences autour de la question juive ont d'ailleurs bien mis en exergue ces tendances observées aux deux extrêmes de l'espace partisan. D'un côté, le déplacement de Jordan Bardella en Israël censé parachever la rupture de son parti avec l'antisémitisme de son fondateur. De l'autre, le refus de Jean-Luc Mélenchon de présenter des excuses pour l'affiche qui représentait Cyril Hanouna selon les codes de la caricature antisémite des années 1930, refus assorti d'une surenchère d'invectives ou de menaces. Jérôme Guedj expulsé d'un cortège du 1^{er}-Mai, un concert de Barbara Butch interrompu,

un patronyme – Glucksmann – étrangement mâché en meeting : les polémiques n'ont en effet pas manqué depuis le 7 octobre 2023, dessinant, par petites touches, le portrait d'une gauche soupçonnée de fermer les yeux sur la haine antijuive dès lors qu'elle dénonce la politique israélienne.

Avec ce retournement brutal du système de valeurs qui structurait le clivage politique, certains observateurs estiment même que « c'est à l'extrême gauche que l'on voit désormais grandir un antisémitisme systémique² ».

Ce procès se nourrissait pourtant, jusqu'ici, de pièces éparses : des petites phrases, des trajectoires individuelles, rarement des données. Que pense vraiment la France de gauche – pas ses états-majors ni ses comptes les plus bruyants sur les réseaux sociaux, mais ses sympathisants ? Pour le savoir, la Fondation Jean-Jaurès a fait réaliser une enquête³ auprès d'un échantillon de grande taille (3 000 Français), au sein duquel l'Ifop a pu isoler un sous-échantillon de 1 242 individus se positionnant idéologiquement à gauche.

Visant à décrire la structure de leurs attitudes autant que leurs lignes de fracture, cette étude suit le fil d'une instruction en cinq temps. Quel acteur politique l'opinion désigne-t-elle comme épiscetre de la haine antijuive ? Qu'approuvent réellement les Français de gauche parmi les propos incriminés de ces dernières années ? Quels mécanismes expliquent que ces adhésions ne fassent pas scandale dans leur propre camp ? Que recouvre exactement le terme de « sionisme », devenu le principal point de fixation de la controverse ? La gauche, enfin, est-elle lucide sur son mal interne ?

1. Monique Canto-Sperber, « Jordan Bardella sur Messenger : erreur de jeunesse ou antisémitisme au RN ? », *L'Opinion*, 5 octobre 2026

2. Nicolas Beytout, « RN-LFI : le retournement brutal des valeurs sur l'antisémitisme », *L'Opinion*, 25 mars 2025.

3. Enquête Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès menée en ligne du 9 au 15 juillet 2026 auprès de 3 000 personnes représentatives de la population française de 18 ans et plus, dont 1 242 se positionnant à gauche. La représentativité a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

La réponse d'ensemble tient en une phrase, et elle ne fera plaisir à personne : l'antisémitisme s'écrit désormais autant à l'encre brune qu'au feutre rouge et vert des cortèges propalestiniens. Contrairement à

certaines idées reçues, être de gauche ne vaccine pas contre un antisémitisme de plus en plus indexé sur le conflit israélo-palestinien et sur la dénonciation d'un « pouvoir » juif.

Les chiffres clés de l'enquête

L'affaire « Bardella » n'efface pas le discrédit de Jean-Luc Mélenchon dans la lutte contre l'antisémitisme

RN-LFI : les deux epicentres du soupçon antisémite

1. Malgré l'« affaire Bardella », les Français sont aussi nombreux à voir aujourd'hui de l'antisémitisme chez les représentants de LFI (47 %) qu'à en déceler chez ceux du RN (48 %). Il est vrai que la publication des propos de jeunesse du président du RN n'a eu qu'un impact limité sur le sentiment que le parti à la flamme est un foyer d'antisémites : + 3 points entre mi-juillet et début octobre 2026.

Jean-Luc Mélenchon, bien plus discrédité que Jordan Bardella et Marine Le Pen

2. L'impact marginal de l'affaire sur l'image du RN se vérifie dans la défiance qu'inspirent les candidats à l'élection présidentielle pour « lutter efficacement contre la haine envers les juifs ». Plus de deux tiers des Français ne font pas confiance à Marine Le Pen (62 %, stable depuis la polémique Bardella) ni à Jordan Bardella lui-même (63 %, +1) sur ce terrain : l'affaire n'a quasiment pas entamé leur crédit. Mais Jean-Luc Mélenchon suscite une bien plus forte défiance : 75 % des Français ne lui font pas confiance pour combattre efficacement la haine antijuive – et jusqu'à 58 % chez les Français de gauche.

À gauche, l'antisémitisme s'impose comme un enjeu de la présidentielle de 2027

3. 81 % des Français de gauche souhaitent que la lutte contre l'antisémitisme soit présente dans les débats de la prochaine campagne de l'élection présidentielle en 2027, en particulier les sympathisants socialistes (88 %) et écologistes (88 %).

Les ressorts de l'aveuglement : de la minoration des actes à la tolérance électorale

À gauche, la hiérarchie des haines minore le fait antijuif

4. Invités à situer de 0 à 10 l'intensité de la haine antijuive, à peine plus d'un Français de gauche sur trois la tient pour forte (36 %, notes 7-10), contre 41 % à droite – là où la haine antimusulmane est jugée bien plus présente (58 % à gauche, et 69 % chez les insoumis).

Israël et les réseaux sociaux, premières causes invoquées pour expliquer l'antisémitisme en France

5. La politique du gouvernement israélien apparaît comme la première cause de l'antisémitisme présent en France (à 63 %), à jeu égal avec le manque de contrôle des réseaux sociaux (63 %).

Une part importante de la gauche renvoie aussi l'antisémitisme aux comportements des juifs eux-mêmes

6. L'idée selon laquelle cet antisémitisme s'explique avant tout par « les comportements communautaires des juifs eux-mêmes » est partagée par quatre Français de gauche sur dix (41 %), avec un pic chez les sympathisants communistes (65 %) et insoumis (49 %).

La minoration des actes antisémites va de pair avec une certaine tolérance électorale à l'égard d'acteurs politiques exprimant des propos antisémites

7. Globalement limitée chez l'ensemble des Français (18 %), la disposition à voter pour un candidat antisémite est surtout présente aux deux extrêmes de l'échiquier politique : un sympathisant insoumis sur quatre (**25 %**), un sympathisant trotskiste sur trois (35 %) et **28 %** des sympathisants du RN pourraient voter pour un candidat qui aurait tenu des propos qu'ils jugent eux-mêmes antisémites.

L'examen des faits : ce que la gauche approuve réellement

Des sorties des leaders insoumis désavouées, même par leurs propres troupes...

8. **22 %** seulement des sympathisants insoumis approuvent la déformation du nom de Raphaël Glucksmann (16 % en moyenne nationale). **49 %** approuvent en revanche la défense des autocollants « Free Palestine » apposés sur des repas casher.

À gauche, se mêlent de vieilles représentations antisémites à caractère économique...

9. **41 %** des personnes de gauche – et 50 % des sympathisants LFI – voient dans « l'influence des juifs dans le monde économique, médiatique et politique » une cause déterminante de l'antisémitisme.

Un tiers des Français approuve au moins un propos qu'il considère lui-même comme antisémite

10. Au total, un tiers des personnes de gauche approuvent un propos qu'elles considèrent elles-mêmes comme antisémite : **34 %** des Français – et jusqu'à 37 % des sympathisants insoumis – approuvent au moins un propos qu'ils reconnaissent eux-mêmes comme antisémite.

Une disqualification du mot « sionisme », moins de son contenu

Un concept mal maîtrisé

11. Près d'un Français de gauche sur deux voit dans le « sionisme » une idéologie visant à « justifier la politique du gouvernement israélien actuel » (**56 %**) ou à « encourager la colonisation des territoires palestiniens » (**55 %**).

L'instabilité du référent se double d'une position de principe très incertaine

12. Seulement **13 %** des Français de gauche se considèrent sionistes, contre 52 % pas sionistes et 35 % qui ne savent pas. Pourtant, **55 %** soutiennent une solution à deux États, Israël et Palestine, entre la mer Méditerranée et le Jourdain.

Le paradoxe du slogan « De la rivière à la mer », adopté sans être perçu comme antisémite

13. Le slogan « De la rivière à la mer, la Palestine sera libre » est soutenu par plus d'un Français sur trois (**36 %**) et jusqu'à près d'une personne de gauche sur deux (**48 %**), les plus nombreux à le soutenir se situant dans les rangs des sympathisants trotskistes (57 %) et insoumis (62 %).

Les slogans les plus radicaux minoritaires à gauche, mais élevé chez LFI et LO-NPA

14. Les slogans « Sionistes hors de nos facs » ou « Sionistes hors de nos villes » recueillent, eux, un soutien plus limité des Français de gauche (**25 %**), mais bénéficient quand même du soutien de près de la moitié des sympathisants LFI (**44 %**) et LO-NPA (**45 %**).

L'« affaire Bardella » n'efface pas le discrédit de Jean-Luc Mélenchon dans la lutte contre l'antisémitisme

Dans l'opinion publique, le procès en antisémitisme semble avoir déjà désigné ses deux principaux accusés : La France insoumise (LFI) et le Rassemblement national (RN), qui cristallisent les soupçons bien davantage que les autres formations politiques. Mais lorsqu'il s'agit d'évaluer la capacité des responsables politiques à lutter efficacement contre l'antisémi-

tisme, une différence notable se dessine : le leader insoumis suscite une défiance nettement plus marquée que ses concurrents d'extrême droite. Quant aux révélations de Mediapart sur des écrits antisémites attribués à Jordan Bardella, elles ne semblent avoir que marginalement ébranlé, sur ce terrain, l'image du RN et de son président.

Le 28 septembre 2026, Mediapart a publié une enquête révélant des propos antisémites et complotistes attribués à Jordan Bardella, qui auraient été tenus dans des échanges privés sur Facebook en 2013, alors qu'il était âgé de 17 ans. Ces messages, dont le président du Rassemblement national conteste l'authenticité, véhiculeraient notamment des stéréotypes antisémites sur le prétendu contrôle des banques par les juifs.

Afin d'évaluer les éventuelles répercussions de cette affaire sur l'opinion, l'Ifop a posé, après la sortie de l'affaire, les mêmes questions auprès d'un échantillon comparable de Français, sur deux sujets : la perception de la haine envers les juifs chez les représentants des différents partis politiques et la confiance accordée à plusieurs personnalités pour lutter efficacement contre l'antisémitisme¹. Cette nouvelle mesure permet ainsi d'observer l'impact de ces révélations sur l'image du RN et de son président.

LFI et le RN, deux épices du soupçon

À la question « Personnellement, avez-vous le sentiment qu'il y a chez les représentants des partis politiques suivants de la haine envers les juifs ? », le Rassemblement national (48 %) fait jeu égal avec La France insoumise (47 %), les deux formations se détachant nettement du reste du paysage politique.

La proportion de Français percevant une haine antijuive chez les représentants du RN a à peine augmenté depuis juillet 2026 (+3 points), principalement dans les rangs du RN (33 %, contre 20 % en juillet) mais aussi chez les sympathisants Renaissance et Les Républicains, auprès desquels les révélations semblent avoir terni l'image du parti. La perception du RN sur ce sujet passe ainsi de 59 % à 65 % chez les sympathisants Renaissance et de 35 % à 45 % chez ceux de LR.

1. Enquête Ifop réalisée du 2 au 6 octobre 2026 auprès d'un échantillon de 3 689 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les mêmes questions avaient été posées du 9 au 15 juillet 2026 à un échantillon de 3 000 personnes.

Q : Personnellement, avez-vous le sentiment qu'il y a chez les représentants des partis politiques suivants de la haine envers les juifs ?

Base : ensemble des Français



LFI n'en reste pas moins perçue par près d'un Français sur deux (47 %) comme comptant dans ses rangs des représentants animés de haine envers les juifs : le parti fait jeu égal avec le RN.

Qu'une formation de gauche se rapproche à ce point d'un parti dont l'histoire est liée à l'antisémitisme – celui de Jean- Marie Le Pen et du « point de détail » – constitue un basculement symbolique considérable au regard de la généalogie de l'antisémitisme en France. Ce basculement s'éclaire par une double évolution de longue durée. D'un côté, la « dédramatisation » du RN, que l'historienne Valérie Igounet analyse comme une entreprise assumée de condamnation de l'antisémitisme et de présentation du parti en protecteur des juifs face à l'islamisme¹. De l'autre, la cristallisation, depuis les attaques du 7 octobre 2023, des critiques à l'égard d'une partie de la gauche radicale, dont la lecture du conflit israélo-palestinien est perçue par ses détracteurs comme unilatérale, voire comme porteuse d'une rhétorique antisémite.

Si l'affaire Bardella a pu inverser la hiérarchie, elle n'a donc pas effacé le discrédit de LFI. La perception reste d'ailleurs structurée en miroir. Les Français de gauche associent d'abord cette haine au RN (60 %), puis à Reconquête (45 %), et seulement en troisième lieu à LFI (39 %).

À gauche, un regard figé sur le RN, une indulgence nouvelle des socialistes envers LFI

À gauche, l'affaire a moins déplacé les lignes qu'elle ne les a confirmées. Le regard porté sur le RN y reste massivement accusateur et globalement stable (60 % chez les Français de gauche, contre 62 % en juillet 2026). Il réunit 63 % des sympathisants insoumis, 71 % des socialistes et 69 % des écologistes. Ceux qui voyaient de l'antisémitisme au RN continuent d'en voir ; ceux qui n'en voyaient pas n'ont pas été convaincus du contraire.

Le jugement porté sur LFI connaît en revanche une inflexion notable chez les sympathisants socialistes et chez ceux de Place publique. Chez les socialistes, la perception du RN n'a pas bougé (71 %, contre 72 %). Pourtant, la part de ceux qui perçoivent une haine antijuive chez les représentants insoumis y chute de 50 % à 35 %. Elle passe de 80 % à 59 % chez les sympathisants de Place publique. Les écologistes, quant à eux, maintiennent leur jugement (45 %, contre 46 %).

1. Valérie Igounet, « Le Front national et le Rassemblement national face à l'antisémitisme », dans Alexandre Bande, Pierre-Jérôme Biscarat et Rudy Reichstadt (dir.), *Histoire politique de l'antisémitisme en France*, Paris, Robert Laffont, 2024, pp. 49-83.

Ces évolutions dessinent un possible effet de vases communicants. À l'aune du scandale Bardella, une partie de la gauche sociale-démocrate semble avoir révisé à la baisse la gravité qu'il présentait du cas insoumis. Comme si la mise en cause du président du Rassemblement national avait contribué, par contraste, à atténuer la gravité des soupçons pesant sur les insoumis. Une dynamique qui suggère que le jugement sur l'antisémitisme des formations politiques ne se construit pas seulement de manière absolue, mais aussi par comparaison, dans une forme de concurrence des indignations.

Jordan Bardella préservé par son électorat : entre adhésion à sa défense et relativisation des faits reprochés

L'impact très limité de l'affaire se vérifie aussi dans la confiance accordée aux personnalités pour « lutter efficacement contre la haine envers les juifs ». La confiance envers Marine Le Pen (38 %, stable) et Jordan Bardella lui-même (37 %, -1 point) ne change

pas. Trois Français sur quatre (74 %) jugent pourtant les écrits de ce dernier graves s'ils sont avérés, et six sur dix (61 %) ne sont pas convaincus par sa défense¹. Pourtant, Jordan Bardella devance sur cette question Raphaël Glucksmann, Bruno Retailleau ou encore Fabien Roussel.

Cette résilience repose sur deux mouvements contraires. Jordan Bardella recule là où s'opère une prise de conscience : sa cote de confiance passe de 47 % à 33 % chez les sympathisants LR et de 21 % à 12 % chez ceux de Renaissance. Mais son électorat resserre les rangs (80 % de confiance, contre 77 % en juillet 2026). Pas moins de 88 % des sympathisants du RN se disent convaincus par ses explications ; 16 % déclarent même que leur opinion à son égard s'est améliorée, contre 7 % qu'elle s'est détériorée et 77 % qu'elle n'a pas changé. Loin de susciter une disqualification, l'affaire semble donc avoir renforcé les mécanismes d'adhésion et de solidarité partisane. À cette confiance s'ajoute une forme de relativisation des faits reprochés : même si l'authenticité des écrits était établie, plus d'un sympathisant RN sur deux (55 %) ne les jugerait « pas graves », dont 26 % « pas graves du tout ». Une indulgence qui témoigne de la solidité du lien entre Jordan Bardella et son socle électoral, jusque dans la controverse.

Q : Personnellement, avez-vous confiance ou pas confiance envers les personnalités politiques suivantes pour lutter efficacement contre la haine envers les juifs ?

Base : ensemble des Français (3 689 répondants) (FR)



Interviews réalisées **après** la publication des écrits antisémites prêtés à Jordan Bardella

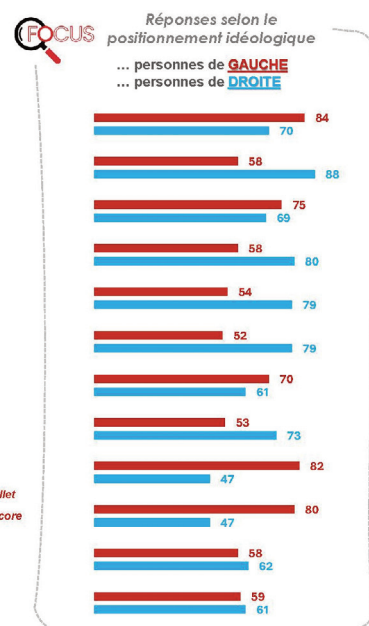
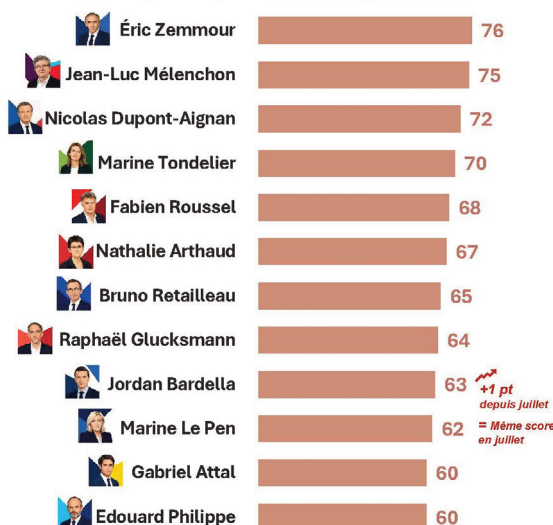
Etude Ifop réalisée du 2 au 6 octobre 2026 par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 3 689 français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus



Les questions de cette partie de l'enquête ont été administrées lors de **deux terrains distincts** : un premier **avant** la publication, le 28 septembre 2026, des écrits antisémites prêtés à Jordan Bardella, et un second **après** cette publication.



Proportion de personnes ne faisant pas confiance à...



1. « Les Français et l'affaire Jordan Bardella », enquête Ifop pour LCI réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 6 au 7 octobre 2026 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Jean-Luc Mélenchon, bien plus discrédité que Jordan Bardella et Marine Le Pen

À l'autre extrémité du classement, Jean-Luc Mélenchon suscite 75 % de défiance et partage le bas du tableau avec Éric Zemmour (76 %), condamné récemment pour ses propos sur le Maréchal Pétain et les juifs français. Plus d'un Français de gauche sur deux (58 %) ne lui fait pas confiance sur cette question. C'est aussi le cas d'environ deux tiers des sympathisants socialistes (65 %) et écologistes (69 %).

La comparaison entre insoumis et sympathisants du RN est ici éclairante. Chez les insoumis, un tiers (33 %) perçoivent de la haine antijuive chez les représentants de leur propre parti. Comme on le verra plus loin, une large partie désapprouve aussi les sorties de son leader. Les trois quarts (76 %) n'en continuent pas moins de lui faire confiance pour combattre cette haine. Chez les sympathisants du

RN, la proportion de ceux qui reconnaissent une telle haine dans leur propre camp est la même (33 %). Mais cette reconnaissance s'arrête aux portes du chef : l'accusation qui le vise n'est, pour l'immense majorité, pas crue, et une majorité la tiendrait pour vénielle si elle était fondée.

Dans les deux électorats, un même double mouvement se dessine : une majorité de sympathisants ne perçoit pas d'antisémitisme dans son propre camp, tandis qu'une minorité significative en reconnaît l'existence sans que cela constitue nécessairement un obstacle électoral. Ainsi, un tiers des sympathisants insoumis comme du RN (33 % dans les deux cas) perçoivent une haine envers les juifs chez les représentants de leur propre parti. Parallèlement, un quart des sympathisants de LFI (25 %) et du RN (28 %) se disent prêts à voter pour une formation dont certains membres auraient tenu des propos qu'ils jugent eux-mêmes antisémites. Ces résultats illustrent le poids de l'attachement partisan, qui peut conduire à relativiser la portée électorale de l'antisémitisme perçu, cessant de le rendre disqualifiant.

L'examen des faits : ce que la gauche approuve réellement

Le soupçon est-il fondé ? Pour en juger, l'enquête a soumis aux Français les principales déclarations litigieuses de ces dernières années. Si la plupart de celles ayant fait polémique pour leur connotation antisémite sont rejetées par les Français, elles n'en ont pas moins un écho parfois puissant dans les franges les plus radicales du peuple de gauche. gauche : 71 % des sympathisants insoumis approuvent au moins l'un des dix propos testés, contre 67 % de ceux du RN, 47 % chez les sympathisants de Renaissance et 44 % chez ceux des Républicains.

Les sorties des leaders insoumis à connotation antisémite sont toutes désavouées par l'ensemble des Français, y compris par leurs propres troupes

Les propos jouant avec les codes de l'antisémitisme émis par la galaxie insoumise ces dernières années sont tous désavoués par les troupes de LFI : aucune des sorties des leaders du parti ne recueille l'approbation d'une majorité de ses sympathisants. Ce désaveu, réel et général, n'est toutefois pas uniforme : son ampleur varie selon la nature de l'énoncé.

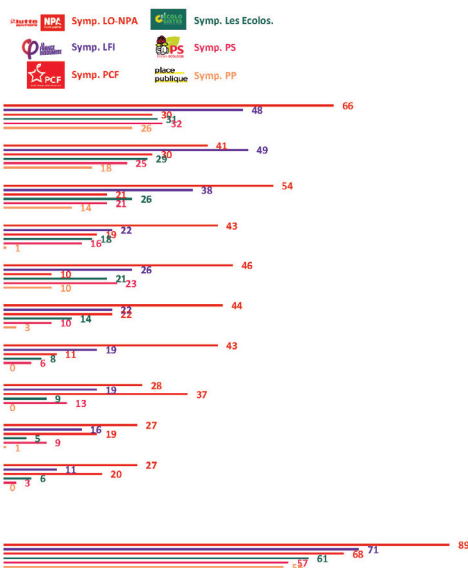
Réponses en fonction de la proximité partisane

Q : Personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacun des comportements ou propos suivants ... ?

Base : ensemble des Français (3 000 répondants)

Proportion de personnes d'accord avec le fait de...

- Déclarer que Pierre Moscovici (ministre de l'Economie) est « quelqu'un qui ne pense plus en français, qui pense dans la langue de la finance internationale »
- Défendre les personnes ayant apposé les autocollants « Free Palestine » sur les repas cashers des passagers du vol Iberia
- Déclarer : « [Le CRIF], c'est un machin d'extrême droite où les ministres défilent pour aller bouffer. Ils sont aux ordres »
- Déclarer : « [Le Maréchal Pétain] a sauvé des juifs français [pendant la Seconde Guerre mondiale] »
- Publier un extrait d'un manga où un personnage dénonce les crimes des « dragons célestes » et affirme qu'on veut le faire taire [en réponse à une plainte de l'Observatoire juif de France]
- Mal prononcer le nom de Raphaël Glucksmann, en « Glucksmann[and] »
- Déclarer : « Les chambres à gaz sont un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale »
- Déclarer : « Ce n'est pas le Wargon le plus rempli du train » [à propos de Mathias Wargon, dont le grand-père est mort déporté]
- Déclarer « Juif qui parle, bouche qui ment »
- Déclarer : « Cela n'a aucune importance si des viols ont été commis le 7 octobre 2023 »



L'adhésion des Français à différents propos codés comme antisémites

Arrive très largement en tête, à 36 %, le propos de Jean-Luc Mélenchon présentant l'ancien ministre de l'Économie Pierre Moscovici comme quelqu'un qui « ne pense plus en français » mais « dans la langue de la finance internationale¹ ». Suivent : à 23 %, la défense par le député de Paris apparenté à LFI Aymeric Caron de l'inscription « Free Palestine » apposée sur des repas casher d'un vol Iberia² et le propos de Jean-Luc Mélenchon sur les ministres « aux ordres » du Conseil représentatif des institutions juives (Crif)³ ; à 22 %, la thèse d'Éric Zemmour selon laquelle le maréchal Pétain « a sauvé les juifs français⁴ » ; à 20 %, la publication par le député insoumis David Guiraud d'un manga sur les « dragons célestes » en réponse à une plainte de l'Observatoire juif de France⁵ ; à 16 %, la déformation par Jean-Luc Mélenchon du patronyme de Raphaël Glucksmann⁶ ; à 14 %, le calembour d'un candidat insoumis sur le nom du médecin urgentiste Mathias Wargon, dont le grand-père est mort en déportation⁷, ainsi que la réduction des chambres à gaz à un « point de détail », emprunté à Jean-Marie Le Pen⁸ ; à 10 %, le proverbe « juif qui parle, bouche qui ment⁹ » ; et à 9 %, la relativisation des viols du 7 octobre 2023¹⁰.

Le rejet est maximal pour les saillies relevant de la dérision personnelle à connotation antisémite. Le fait de « mal prononcer le nom de Raphaël Glucksmann, en "Glucksmann[and]" » – jeu de mots de Jean-Luc Mélenchon sur la consonance du patronyme – n'est ainsi approuvé que par 22 % des sympathisants insoumis, soit à peine plus que la moyenne des Français (16 %). De même, la sortie sur « le Wargon le plus rempli du train » ne convainc qu'un sympathisant LFI sur cinq (19 %), soit légèrement plus que la moyenne nationale (14 %). Le souvenir de ce type de jeux de mots prononcés par Le Pen père joue peut-être dans la mémoire collective de l'électorat insoumis.

Le rejet des sympathisants de LFI est d'ailleurs aussi massif à l'égard des sorties issues des rangs de l'extrême droite, comme « les chambres à gaz sont un point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale » (19 %), « [le maréchal Pétain] a sauvé des juifs français [pendant la Seconde Guerre mondiale] » (22 %) ou « juif qui parle, bouche qui ment » (16 %). C'est le signe d'un ancrage antiraciste plus profond que celui de l'extrême gauche militante, la base insoumise opposant au négationnisme et au révisionnisme pétainistes une digue que les sympathisants de LO et du NPA n'entretiennent plus...

1. Prononcé le 24 mars 2013 au congrès du Parti de gauche à Bordeaux : « C'est un comportement de quelqu'un qui ne pense plus en français... qui pense dans la langue de la finance internationale. »
2. Le 4 août 2025, sur le vol Iberia IB0102 Buenos Aires-Madrid, des passagers juifs ayant commandé des repas casher reçoivent des plateaux portant l'inscription manuscrite « Free Palestine ». La délégation des associations israéliennes argentines dénonce un « grave acte d'antisémitisme ». Le 6 août 2025, Aymeric Caron estime le geste « absolument pas antisémite » mais « politique ».
3. Le 18 juin 2026, après l'interdiction d'un concert, Jean-Luc Mélenchon qualifie le Crif de « machin d'extrême droite » et affirme que « les ministres sont aux ordres ». Yonathan Arfi déclare n'avoir « même pas demandé l'annulation ».
4. Éric Zemmour a soutenu, notamment sur CNews en 2019, que le maréchal Pétain avait « sauvé les juifs français » en sacrifiant les juifs étrangers.
5. Le 31 décembre 2023, le député de LFI David Guiraud répond à une plainte de l'Observatoire juif de France en publiant un extrait du manga *One Piece* mettant en scène les « dragons célestes », caste toute-puissante devenue sur les réseaux sociaux un mot de passe pour désigner les juifs. Il a par la suite supprimé sa publication et démenti toute intention antisémite.
6. Prononcé au meeting de Perpignan, le 1^{er} mars 2026 : « Monsieur Gluckman, Glucksmann pardon..., après j'en ai pour des heures. » Raphaël Glucksmann y répond « OK Jean-Marie Le Pen ». La séquence suivait une ironie du même ordre prononcée à Lyon, le 26 février 2026, sur le nom de Jeffrey Epstein.
7. Calembour publié sur X fin 2025 par Thomas Delplace, tête de liste investie par LFI à Saint-Pierre-des-Corps, en réponse au médecin urgentiste Mathias Wargon. Le procédé a été comparé au « Durafour crématoire » de Jean-Marie Le Pen.
8. Prononcé le 13 septembre 1987, au Grand Jury RTL-*Le Monde* : « Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé... Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. »
9. Réplique du drame de Victor Hugo *Marie Tudor* (1833) prononcée par Fabiano Fabiani, personnage entièrement négatif, contre un juif qui est précisément celui qui dit la vérité. Elle a aussi été reprise à droite : en avril 2024, Louis-Joseph Pecher, candidat investi par Éric Ciotti et soutenu par le RN en Meurthe-et-Moselle, l'a publiée sur X en réponse à Julien Dray (révélé par *StreetPress* et *Libération* en juin 2024).
10. Propos tenus par Hasan Piker, streamer turco-américain qui a été invité par Jean-Luc Mélenchon sur ses réseaux sociaux le 10 mai 2025.

L'ampleur du désaveu s'atténue toutefois lorsque le propos peut être reçu comme une prise de position politique plutôt que comme une attaque *ad hominem*. La déclaration selon laquelle « [le Crif], c'est un machin d'extrême droite » recueille l'assentiment de 38 % des sympathisants insoumis, et le fait de « défendre les personnes ayant apposé les autocollants "Free Palestine" sur les repas casher » atteint 49 %. Ces énoncés, requalifiés en critique politique du sionisme, franchissent plus aisément le seuil d'acceptabilité. Quant à la publication par David Guiraud de l'« extrait d'un manga où un personnage dénonce les crimes des "dragons célestes" », elle joue probablement sur des références trop pointues pour recueillir un fort soutien chez les sympathisants insoumis (26 %).

Reste que l'écho principal des sorties insoumises ne se situe pas dans l'électorat du mouvement lui-même, mais dans le courant politique dont est issu son fondateur : le trotskisme. Sur certains propos testés, les sympathisants trotskistes (LO-NPA) adhèrent jusqu'à deux fois plus que les insoumis. C'est le cas du jeu de mots de Jean-Luc Mélenchon sur Raphaël Glucksmann, qui suscite une adhésion deux fois plus forte dans les rangs des sympathisants trotskistes (44 % l'approuvent) que chez les insoumis (22 %), communistes (22 %), écologistes (14 %) et socialistes (10 %). Tout se passe comme si ces provocations nourrissaient d'abord la matrice idéologique d'origine de Jean-Luc Mélenchon – ce trotskisme où la dénonciation du sionisme constitue un marqueur identitaire.

À gauche, se mêlent de vieilles représentations antisémites à caractère économique...

Le désaveu infligé par l'électorat insoumis à ses leaders sur nombre de leurs dérapages n'empêche pas ce dernier d'être imprégné de certains stéréotypes antisémites.

Les motifs traditionnels de l'antisémitisme de gauche, associant notamment le juif à l'argent et à la

finance, persistent ainsi de manière significative dans les esprits si l'on en juge par le niveau d'adhésion à l'énoncé selon lequel Pierre Moscovici « ne pense plus en français [mais] dans la langue de la finance internationale » : 35 % parmi les personnes de gauche, et jusqu'à 50 % à l'extrême gauche. Ce vieux fonds n'est toutefois pas l'apanage de la gauche : on le retrouve, à un niveau au moins égal, à l'autre bout de l'échiquier, chez les sympathisants du RN (46 %) et de Reconquête (47 %), quand il ne dépasse pas 24 % chez les sympathisants de Renaissance. L'antisémitisme économique irrigue ainsi les deux pôles radicaux.

Ce propos sur Pierre Moscovici est d'ailleurs un cas d'école du langage codé. Présenter un responsable politique juif comme pensant « dans la langue de la finance internationale » plutôt qu'« en français » condense trois motifs anciens : l'argent apatride, le défaut d'enracinement national et la double allégeance. Qu'il soit à la fois le plus approuvé et le moins reconnu comme antisémite dit la règle de tout le corpus : plus un propos est allusif, plus il circule. C'est précisément la thèse que défendent Alexandre Bande, Pierre-Jérôme Biscarat et Rudy Reichstadt sur le « nouvel » antisémitisme¹. Ce qui a changé n'est pas le contenu des représentations mais leur formulation et leur vitesse de circulation. Nos données lui donnent une mesure : entre le propos le plus explicite et le propos le plus feutré, l'adhésion est multipliée par quatre et la non-reconnaissance d'antisémitisme, par deux.

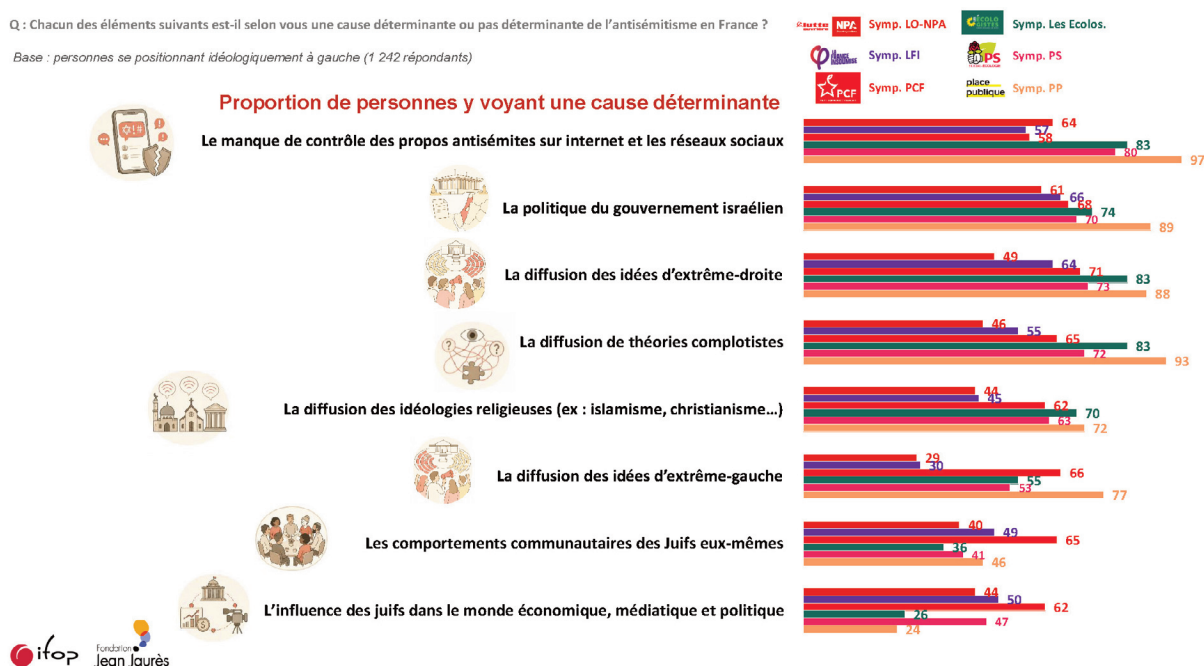
L'autre indice d'une continuité entre l'antisémitisme économique historique et les représentations contemporaines s'illustre dans les causes que les personnes de gauche assignent elles-mêmes à l'antisémitisme.

Parmi les facteurs jugés déterminants, à côté de causes attendues (idées d'extrême droite, complotisme, politique du gouvernement israélien), « l'influence des juifs dans le monde économique, médiatique et politique » pèse ainsi fortement à gauche (41 %), notamment dans sa frange la plus radicale : 62 % au Parti communiste français (PCF), 50 % à LFI.

1. Alexandre Bande, Pierre-Jérôme Biscarat et Rudy Reichstadt, *op. cit.*

Q : Chacun des éléments suivants est-il selon vous une cause déterminante ou pas déterminante de l'antisémitisme en France ?

Base : personnes se positionnant idéologiquement à gauche (1 242 répondants)



Enfin, un élément supplémentaire reconduit la logique antisémite qu'il prétend expliquer : « les comportements communautaires des juifs eux-mêmes » (41 % d'adhésion à gauche). Or, que quatre sympathisants de gauche sur dix rapportent l'antisémitisme au comportement supposé des juifs indique la persistance, dans les cadres explicatifs eux-mêmes, de schémas de pensée qui font des victimes les responsables de l'hostilité qu'elles subissent.

... à un antisionisme radical, le conflit israélo-palestinien étant le sujet qui cristallise le plus l'antisémitisme de gauche

Parmi les propos testés par l'Ifop, les sympathisants de gauche se distinguent aussi par leur adhésion aux déclarations relevant du registre lié à Israël.

En effet, le clivage gauche-droite s'avère assez négligeable pour les énoncés appartenant au registre de

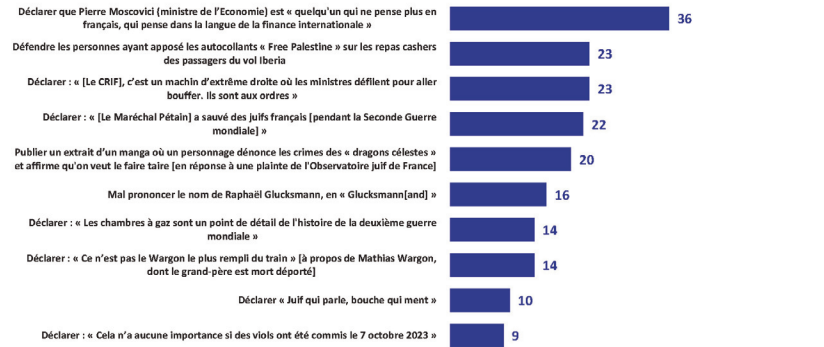
l'extrême droite historique et du révisionnisme, comme le « point de détail » (15 % d'adhésion à droite contre 14 % à gauche) ou « juif qui parle, bouche qui ment » (9 % contre 11 %) – exception faite de Pétain « sauveur des juifs français », qui est davantage marqué à droite (24 % contre 19 % à gauche) et culmine aux deux extrêmes : 31 % chez les sympathisants du RN et 32 % à l'extrême droite, mais 43 % chez les sympathisants de LO-NPA, lesquels approuvent aussi le « point de détail » (44 %) bien plus que les lepénistes (18 %). De même, les propos relevant du registre codé de la finance et du pouvoir ne sont pas les plus clivants, comme on peut le voir pour le calembour sur Mathias Wargon (14 % contre 15 %), la déformation du nom de Raphaël Glucksmann (15 % contre 17 %) ou la citation sur Pierre Moscovici (37 % contre 35 %).

En revanche, trois énoncés ont beaucoup de succès à gauche, et ils sont tous liés à Israël ou au pouvoir des institutions juives : celui à propos de l'inscription sur les repas casher (31 % d'adhésion à gauche contre 17 % à droite), celui sur le Crif (28 % contre 19 %) et la sortie sur les « dragons célestes » (23 % contre 18 %). La gauche adhère donc tout particulièrement aux propos où le conflit israélo-palestinien fournit une justification politique.

Q : Personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacun des comportements ou propos suivants ... ?

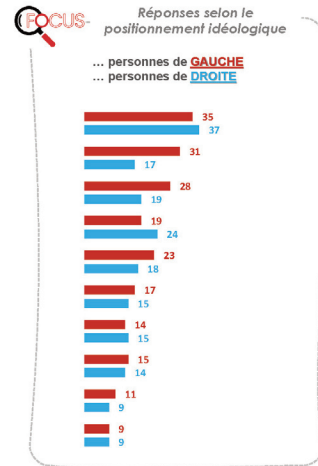
Base : ensemble des Français (3 000 répondants) ()

Proportion de personnes d'accord avec le fait de...



ifop Fondation Jean Jaurès

D'ACCORD AVEC AU MOINS UN PROPOS 58



Au total, un tiers des personnes de gauche approuvent un propos qu'elles considèrent elles-mêmes comme antisémite

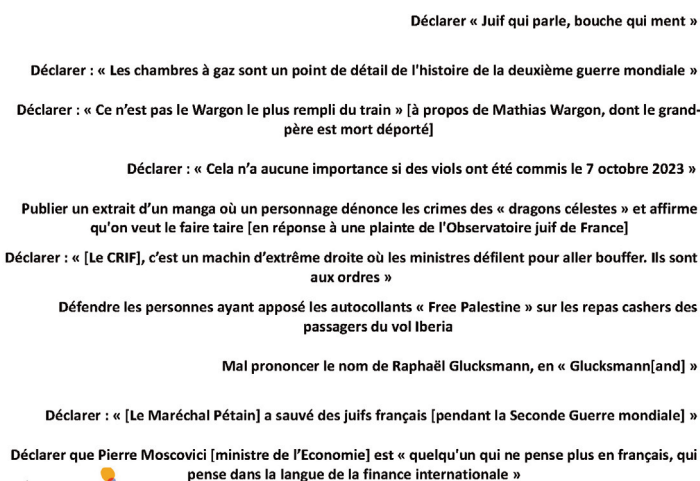
Le fait que les sympathisants insoumis n'approuvent pas les sorties de leurs leaders ne les empêche pas de partager leurs points de vue sur l'absence de caractère antisémite de leurs propos.

Ainsi, la majorité des sympathisants de LFI ne voient pas d'antisémitisme dans la sortie sur Raphaël Glucksmann (58 %), dans celle sur les « dragons célestes » (59 %) ou dans celle sur le Crif « machin d'extrême droite » (63 %). De même, une fraction non négligeable semble avoir une tolérance élevée à l'égard de l'antisémitisme d'extrême droite, puisque nombre de sympathisants insoumis ne perçoivent pas d'antisémitisme dans les phrases « juif qui parle, bouche qui ment » (25 %) et « les chambres à gaz sont un point de détail de la Seconde Guerre mondiale » (31 %).

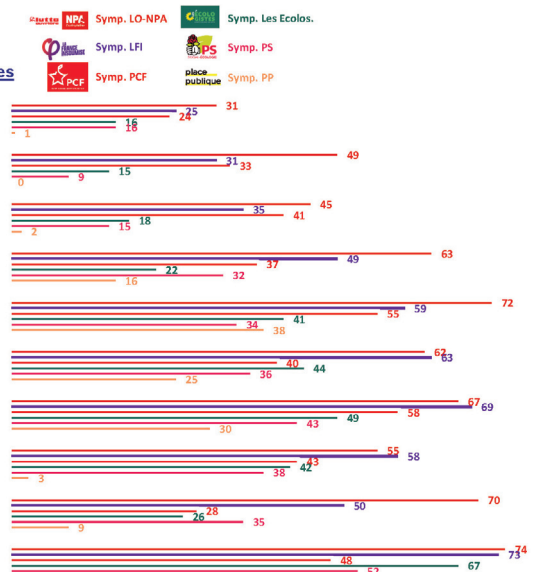
Q : A vos yeux, chacun des propos ou comportements suivants est-il antisémite ou pas antisémite ?

Base : ensemble des Français (3 000 répondants) ()

Proportion de personnes estimant que ces propos ou comportements ne sont pas antisémites



ifop Fondation Jean Jaurès

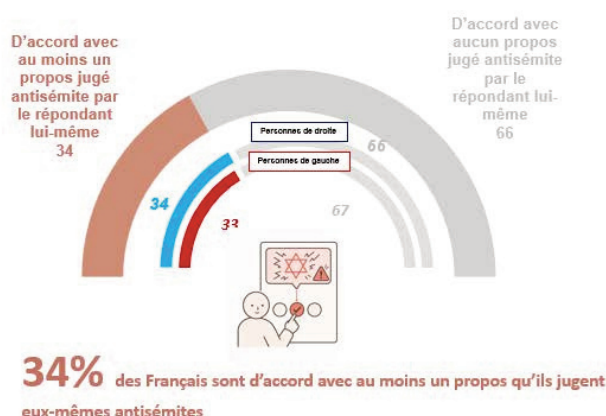


Le décalage entre adhésion et reconnaissance produit néanmoins l'indicateur le plus lourd de l'enquête : 34 % des Français, 33 % des personnes de gauche – jusqu'à 37 % des sympathisants insoumis – et 34 % de celles de droite approuvent au moins un propos qu'ils reconnaissent eux-mêmes comme

antisémite. Ce n'est donc plus un problème de définition. De plus, l'égalité des trois chiffres est en soi un résultat essentiel : sur cet indicateur, être de gauche n'empêche pas d'adhérer à des thèses qu'on juge soi-même antisémites.

Q : Personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacun des comportements ou propos suivants ... ?
A vos yeux, chacun des propos ou comportements suivants est-il antisémite ou pas antisémite ... ?

Base : ensemble des Français (3 000 répondants) 🇫🇷



Le phénomène culmine chez les plus jeunes – il concerne la moitié (50 %) des 18-24 ans – et suit la même logique de pôles que la disposition à voter : 40 % chez les sympathisants de la gauche radicale et 39 % chez ceux de la droite radicale (41 % au RN, le score le plus élevé de tous les partis, devant LFI), contre 31 % chez ceux de la gauche modérée et 28 % au centre et pour la droite modérée (30 % à Renaissance, 28 % chez Les Républicains). De même, il est particulièrement fort dans les milieux populaires (39 % chez les ouvriers), chez les minorités religieuses (47 % chez les musulmans, 63 % chez les protestants) et pour les personnes ayant des origines paternelles africaines ou moyen-orientales (44 %).

Ce résultat déplace la discussion. L'accusation portée contre la gauche radicale depuis 2023 est presque toujours formulée en termes d'intention : complaisance, clientélisme, cécité idéologique. L'enquête établit un fait : une part substantielle de cet électorat approuve des énoncés qu'il identifie lui-même comme antisémites, et cette part est la même à gauche qu'à droite. La question ne serait donc plus de savoir si la gauche est concernée, mais pourquoi le fait d'être de gauche, qui protège de tant d'autres préjugés, ne protège pas de celui-là...

Les ressorts de l'aveuglement : de la minoration des actes à la tolérance électorale

Comment une personne de gauche sur trois peut-elle approuver des propos qu'elle juge elle-même antisémites sans que son camp s'en émeuve ? L'analyse de la place de l'antisémitisme dans l'économie morale de la gauche met en exergue une asymétrie de vigilance avec les autres causes antiracistes qui favorise à la fois un certain aveuglement et une tolérance à l'égard du problème.

À gauche, la hiérarchie des haines minore le fait antijuif

L'ampleur de l'antisémitisme est nettement minimisée à gauche par rapport à d'autres racismes. Invités à évaluer de 0 à 10 l'intensité de la haine visant divers groupes religieux, près d'un quart des répondants (23 %) estiment qu'il n'y a pas du tout (notes 0 et 1) de haine envers les juifs actuellement, notamment

les jeunes (34 % de la génération Z), les milieux populaires (30 % des ouvriers) et les minorités religieuses (35 % des musulmans, 40 % des protestants). Politiquement, cette négation de la haine antisémite est forte aux deux extrêmes de l'échiquier politique, tant en matière de proximité partisane (par exemple 27 % chez les sympathisants de LO-NPA, 28 % chez les sympathisants du RN) que de positionnement idéologique (30 % aux extrêmes contre 23 % au centre).

À l'inverse, les Français placent dans leur ensemble en tête la haine antimusulmane : 52 % l'estiment « présente » ou « très présente » (notes 7 à 10), contre 38 % pour la haine antijuive. À gauche, la haine visant aujourd'hui les juifs est jugée d'une ampleur nettement plus faible (36 %) que celle visant les musulmans (58 %), en particulier chez les sympathisants insoumis, où le sentiment qu'il existe de la haine envers les juifs (33 %) est plus de deux fois inférieur au sentiment qu'il y en a beaucoup envers les musulmans (69 %).

Q : Sur une échelle de 0 à 10, comment évaluez-vous le niveau de haine envers les personnes suivantes aujourd'hui en France ?
(0 signifiant « Il n'y a pas de haine contre elles aujourd'hui en France » et 10 « La haine envers elles est très présente en France aujourd'hui »)
Base : ensemble des Français (3 000 répondants)

Proportion de personnes qui considèrent qu'il y a aujourd'hui en France de la haine (7-10)...



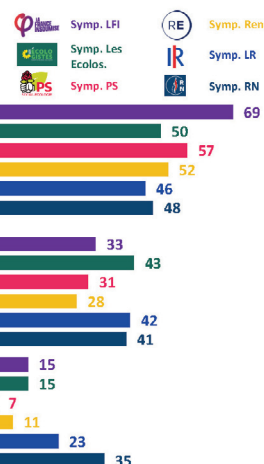
...envers les musulmans



...envers les juifs



...envers les chrétiens



Or, ce résultat tranche avec les données administratives. Le ministère de l'Intérieur dénombre 1 320 actes antisémites en 2025, soit plus de trois par jour. Surtout, ces 1 320 actes antisémites représentent 53 % de l'ensemble des actes antireligieux, quand les Français juifs comptent pour moins de 1 % de la population. Le décalage entre la matérialité du phénomène et sa faible perception à gauche est indéniable.

Il faut sans doute voir dans la cécité de la haine anti-juive le succès de la stratégie de « relativisation » de l'antisémitisme dénoncée par le président du Crif, Yonathan Arfi, après la mise en cause des chiffres du ministère de l'Intérieur par l'eurodéputée LFI Rima Hassan¹.

La gauche n'a plus le monopole de la lutte contre l'antisémitisme

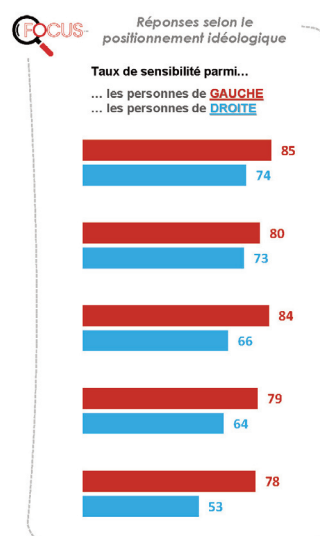
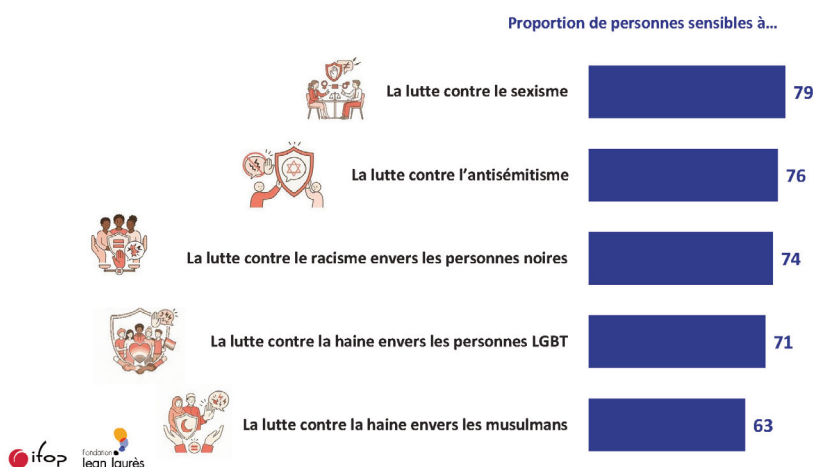
Si la sensibilité à la lutte contre l'antisémitisme reste ancrée à gauche, cette cause n'est pas un marqueur de progressisme aussi fort que d'autres combats

contre les discriminations de nature ethnique (racisme antinoirs, musulmanophobie²) ou sexuelle (sexisme, LGBT-phobie), notamment au regard de la sensibilité tout aussi forte observée chez d'autres électorats de l'arc républicain.

De toutes les causes antiracistes mesurées dans l'étude, la lutte contre l'antisémitisme s'avère en effet celle où l'écart de sensibilité entre les Français de gauche (80 %) et ceux de droite (73 %) est le plus faible : seulement sept points d'écart, soit plus de trois fois moins que la sensibilité observée entre les deux camps, par exemple, sur la musulmanophobie (25 points d'écart). Cette relative proximité entre la gauche et la droite ne doit toutefois pas masquer la moindre sensibilité des sympathisants du RN à l'ensemble des luttes contre les discriminations. Chez eux, 72 % se disent sensibles à la lutte contre l'antisémitisme, mais cette proportion tombe à 64 % pour le racisme antinoirs et à 46 % pour la haine antimusulmane – un écart qui devient abyssal chez les sympathisants de Reconquête (78 % se disent sensibles à la lutte contre l'antisémitisme, 15 % à celle contre la haine antimusulmane) et parmi les personnes se situant à l'extrême droite (63 % contre 32 %). La lutte contre l'antisémitisme n'apparaît donc peut-être pas

Q : Personnellement, êtes-vous sensible ou pas sensible, ici en France, à... ?

Base : ensemble des Français (3 000 répondants) ()



1. Entretien à Thinkerview le 2 septembre 2025 : l'eurodéputée déclare ne pas faire confiance aux chiffres du Crif tout en reconnaissant une hausse des actes.
2. Moins polémique que la notion d'« islamophobie », celle de « musulmanophobie » nous paraît un terme plus approprié pour désigner les formes d'hostilité envers les musulmans dans la mesure où elle fait référence au rejet des musulmans en tant qu'individus et non à l'opposition à « l'Islam » comme corpus idéologico-religieux.

comme une cause « de droite » que la gauche délaisse-rait mais comme un des combats anti-discriminations qui n'est plus vraiment l'apanage de la gauche...

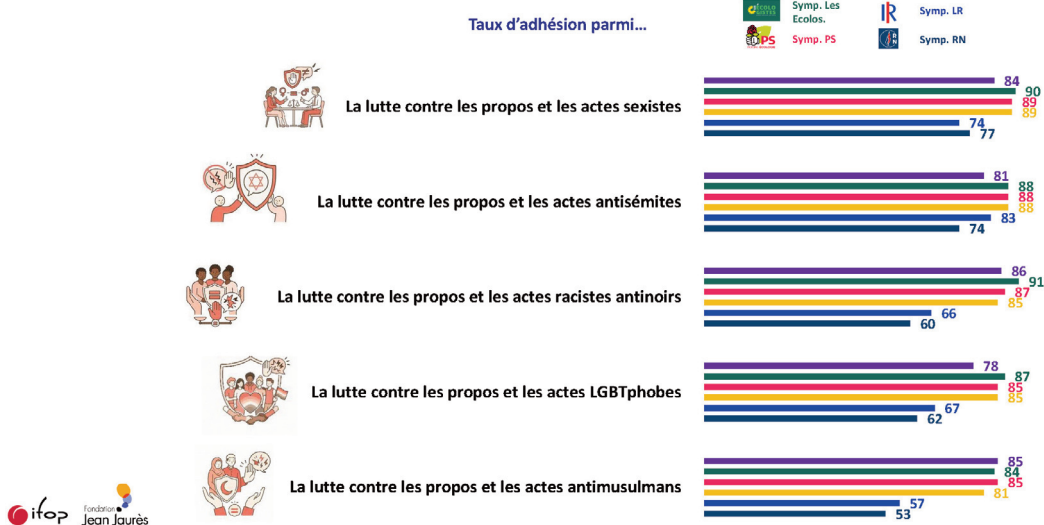
Chez les sympathisants de LFI, les sensibilités à la lutte contre la haine antimusulmane (89 %) et contre le racisme antinoirs (88 %) arrivent devant celles contre la haine anti-LGBT (80 %) et l'antisémitisme (81 %). Il est vrai que ces deux causes sont les seules que les grilles de lecture décoloniales et intersectionnelles tiennent généralement pour suspectes : la lutte contre l'antisémitisme y est réputée « instrumentalisée » au service d'Israël ; la défense des droits LGBT, soupçonnée de « *pinkwashing* », donc potentiellement utilisable pour se donner un visage progressiste. Dès lors qu'une cause est réputée servir Israël ou l'Occident, elle recule dans la hiérarchie des

combats. Cette mise en concurrence des causes rejoint la critique formulée par Caroline Fourest à l'encontre d'une partie de la gauche identitaire : elle lui reproche de substituer à l'universalisme une lecture des rapports sociaux fondée sur les appartenances et de placer ainsi les différentes luttes en concurrence les unes avec les autres¹. Le classement produit par les sympathisants de LFI illustre assez bien cette hiérarchie.

Dans ce contexte, il est logique que l'importance donnée à la question de l'antisémitisme dans les débats de la prochaine campagne présidentielle soit à peine plus forte à gauche qu'à droite de l'échiquier politique, contrairement à d'autres types de luttes beaucoup plus marquées idéologiquement, comme celle contre la musulmanophobie.

Q : À vos yeux, les sujets suivants devraient-ils être présents dans les débats de la prochaine campagne de l'élection présidentielle en 2027 ?

Base : ensemble des Français (3 000 répondants) 



Les électorats les plus sensibles à la lutte contre l'antisémitisme ne sont d'ailleurs pas les plus radicaux mais les plus centraux. Alors que 77 % des Français jugent que la lutte contre les actes antisémites doit

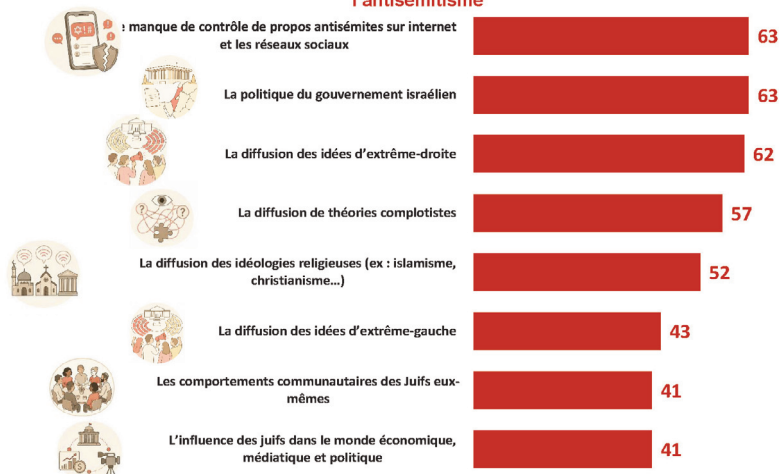
figurer dans la campagne de 2027, leur proportion monte à 88 % chez les électorats écologistes et socialistes, et à 83 % chez les macronistes, contre 74 % chez ceux du RN et 81 % chez ceux de LFI.

1. Caroline Fourest, *Génération offensée. De la police de la culture à la police de la pensée*, Paris, Grasset, 2019. L'autrice y défend une lecture universaliste contre ce qu'elle nomme la gauche identitaire, dont l'intersectionnalité constitue, selon elle, la caution académique.

Q : Chacun des éléments suivants est-il selon vous une cause déterminante ou pas déterminante de l'antisémitisme en France ?

Base : personnes se positionnant idéologiquement à gauche (1 242 répondants)

Proportion de personnes voyant ces éléments comme une cause déterminante de l'antisémitisme



Les causes de l'antisémitisme : d'abord les autres, ensuite soi-même, et parfois les juifs eux-mêmes

Interrogés sur les causes déterminantes de l'antisémitisme, les Français de gauche placent d'abord des responsabilités extérieures à leur camp : les réseaux sociaux et la politique du gouvernement israélien (63 % chacun), les idées d'extrême droite (62 %), puis le complotisme (57 %).

La diffusion des idéologies religieuses, par exemple l'islamisme ou le christianisme, n'est retenue que par 52 % des personnes de gauche – par 45 % des sympathisants de LFI, 44 % de ceux de LO-NPA mais 70 % des sympathisants écologistes. Près d'une personne de gauche sur deux ne voit donc pas dans l'islamisme une cause déterminante de l'antisémitisme. On peut s'étonner de ce résultat au regard des attentats antisémites ayant eu lieu depuis les années 1980. La tuerie de l'école Ozar Hatorah de Toulouse en 2012 et l'assaut de l'Hyper Cacher en 2015 ont été perpétrés au nom du djihadisme.

Les causes internes à la gauche apparaissent bel et bien : 43 % des personnes de gauche voient dans la diffusion des idées d'extrême gauche une cause

déterminante de l'antisémitisme. L'aveu est très inégalement réparti : 77 % chez les sympathisants de Place publique, 66 % chez ceux du PCF, 55 % chez les sympathisants écologistes, 53 % chez ceux du Parti socialiste (PS) mais 30 % chez les sympathisants de LFI et 29 % chez ceux de LO-NPA. Les électorats de la gauche modérée désignent le pôle extrême comme un foyer du problème quand les électorats de ce pôle se disculpent.

La minoration des actes antisémites va de pair avec une certaine tolérance électorale à l'égard d'acteurs politiques exprimant des propos antisémites

De manière générale, la gauche reste moins ouverte que la droite à une offre politique au contenu antisémite : seuls 14 % des Français se positionnant idéologiquement à gauche pourraient voter pour un candidat ayant tenu des propos antisémites, contre 20 % chez les personnes de droite (et plus précisément jusqu'à 30 % chez celles qui se situent à l'extrême droite).

Q : Personnellement, seriez-vous prêt à voter pour un candidat ou un parti dont certains de ses membres ont tenu... ?

Base : ensemble des Français (3 000 répondants) 

Proportion de personnes disposées à voter pour quelqu'un ayant tenu...



... des propos que vous jugez antimusulmans



... des propos que vous jugez racistes envers les noirs



... des propos que vous jugez antisémites

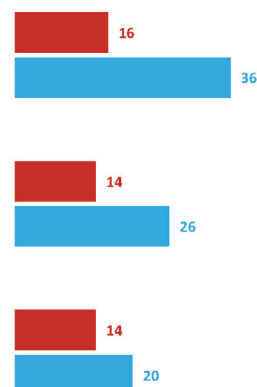


 Fondation Jean Jaurès



Réponses selon le positionnement idéologique

... personnes de **GAUCHE**
... personnes de **DROITE**



Mais cette disposition à voter pour un candidat ou un parti antisémite n'en atteint pas moins un niveau inquiétant chez les sympathisants de la gauche radicale : un sympathisant LFI sur quatre (25 %) et jusqu'à un sympathisant d'extrême gauche (LO-NPA) sur trois (35 %) pourrait voter pour quelqu'un ayant tenu des propos qu'il juge soi-même antisémites. Les sympathisants insoumis auraient en

revanche un peu moins de facilité à voter pour un acteur politique ayant tenu des propos antinoirs (20 %) ou antimusulmans (20 %). Dans leur ensemble, 18 % des Français sont prêts à voter pour des candidats ayant tenu des propos qu'ils jugent eux-mêmes antisémites, soit nettement moins que pour des propos antimusulmans (27 %).

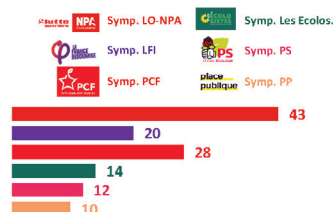
Q : Personnellement, seriez-vous prêt à voter pour un candidat ou un parti dont certains de ses membres ont tenu... ?

Base : ensemble des Français (3 000 répondants) 

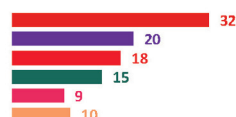
Proportion de personnes disposées à voter pour un candidat ou un parti ayant tenu...



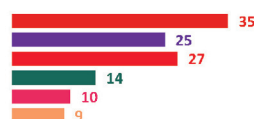
... des propos que vous jugez antimusulmans



... des propos que vous jugez racistes envers les noirs



... des propos que vous jugez antisémites



 Fondation Jean Jaurès

La perméabilité d'une partie de la gauche radicale à ce type de discours n'est toutefois pas une exception : on retrouve la même disposition à voter pour un parti ayant tenu des propos antisémites à la droite de la droite : 28 % des sympathisants du RN et 26 % des électeurs de Marine Le Pen pourraient voter pour un candidat ayant tenu des propos qu'ils jugent eux-mêmes antisémites, soit un niveau très proche de celui des insoumis (25 %). Chez les sympathisants du RN, cette moindre disqualification électorale ne concerne d'ailleurs pas seulement les propos antisémites : 35 % pourraient voter pour un candidat ayant tenu des propos racistes envers les noirs et jusqu'à 50 % pour un candidat ayant tenu des propos antimusulmans, contre 28 % lorsqu'il s'agit de propos

antisémites. La tolérance électorale à l'égard de propos discriminatoires apparaît ainsi plus forte dans l'électorat lepéniste, même si elle varie fortement selon les groupes visés.

Sur ce terrain, la variable pertinente est donc moins le clivage gauche-droite que le degré de radicalité politique. On peut y voir moins une adhésion à l'antisémitisme qu'une hiérarchisation des priorités : dans un électorat où la lutte contre l'extrême droite et le soutien à la Palestine font office d'impératifs surplombants, l'antisémitisme reproché à des candidats du camp devient un dommage collatéral acceptable.

Le sionisme à l'épreuve de l'opinion : un référent instable, des positions en porte à faux

Des vieux stéréotypes économiques à l'antisémitisme radical, l'examen des faits a fait émerger un même pivot lexical. Cette quatrième partie ne cherche donc pas à mesurer des adhésions mais à observer ce que devient un mot au sens mal compris : « sionisme ». Il est le point de fixation de toute la controverse française et mondiale depuis 2023 : c'est en son nom que l'on accuse, que l'on se défend, que l'on exclut. Quatre questions permettent d'en prendre la mesure. Que met-on aujourd'hui derrière ce terme ? Combien de Français acceptent de s'en revendiquer une fois qu'il est défini ? Peut-on, à gauche, défendre l'existence d'Israël sans cesser d'être de gauche ? Et que croit-on dire lorsqu'on reprend les slogans antisémites des manifestations propalestiniennes ?

Une définition très instable du sionisme

Au regard des résultats de l'enquête, le sionisme n'apparaît pas, pour l'opinion, comme un objet clairement délimité. Invités à dire si le terme correspond à différentes définitions, les Français valident majoritairement (57 %) la définition historique (« une idéologie politique née à la fin du XIX^e siècle visant à établir un État pour le peuple juif »), mais adhèrent aussi, à des niveaux à peine inférieurs, aux définitions concurrentes : religieuse (55 %), gouvernementale (« soutenir la politique du gouvernement israélien

actuel » : 50 %) et coloniale (« justifier la colonisation des territoires palestiniens » : 48 %). Autrement dit, une même personne valide simultanément plusieurs acceptions hétérogènes, signe que le mot est un signifiant surchargé.

Or, ce flou varie beaucoup en fonction du positionnement idéologique. C'est à gauche que les acceptions contemporaines et péjoratives s'imposent le plus nettement : la définition gouvernementale y atteint 56 % (contre 46 % à droite) et la définition coloniale, 55 % (contre 42 % à droite). La droite, à l'inverse, s'en tient davantage aux acceptions historique et religieuse. À gauche, et plus encore à la gauche radicale, le sionisme désigne donc avant tout une politique d'État, ce qui déplace le terme du registre de l'identité vers celui de l'action gouvernementale et rend du même coup licites des énoncés hostiles.

Ce brouillage n'est pas une simple ignorance : c'est le produit d'une histoire sémantique. Le sionisme désigne un mouvement politique et national né dans la seconde moitié du XIX^e siècle – terme forgé par Nathan Birnbaum en 1890, thèse popularisée par Theodor Herzl dans *L'État des Juifs* en 1896, mouvement institutionnalisé au congrès de Bâle en 1897 – en réaction directe à l'antisémitisme européen, notamment aux pogroms de l'Empire russe et à l'affaire Dreyfus¹.

Le décrochage s'opère ensuite par deux canaux. Le premier est soviétique : c'est en URSS, à partir des années 1950-1960, que « sioniste » devient un substitut commode pour désigner les juifs dans les

1. Voir « Qu'est-ce que le sionisme ? », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe. « Zionismus » est forgé par Nathan Birnbaum en 1890 ; *L'État des Juifs* paraît en février 1896 ; le premier congrès sioniste se tient à Bâle en août 1897.

campagnes officielles. Le second est islamiste, et au moins aussi déterminant pour l'usage contemporain : la charte du Hamas de 1988 adosse explicitement le « plan sioniste » aux *Protocoles des sages de Sion*. Dans la phraséologie d'une partie de la presse arabe, « entité sioniste » sert depuis des décennies à désigner Israël en refusant de le nommer¹.

Les usages du mot « sioniste »

Une analyse linguistique récente le confirme. Ayant étudié plus de 102 000 occurrences de « sioniste » dans un vaste corpus de langue française, Malin Roitman montre que les collocations les plus fréquentes sont « entité sioniste » (5 636), « régime sioniste » (2 495) et « lobby sioniste » (1 903) : des tournures délégitimant un État plutôt qu'elles ne décrivent un mouvement. Dans le sous-corpus des énoncés « Les sionistes sont... », 37 % des occurrences associent le mot à la malveillance ou à la criminalité et 23 %, à une conspiration mondiale, contre 2 % d'emplois positifs².

Sionisme : l'instabilité du référent se double d'une position de principe très incertaine

Une fois le sionisme défini de manière neutre – « un mouvement national juif né à la fin du XIX^e siècle,

affirmant que les juifs constituent un peuple ayant droit à l'autodétermination » –, l'indécision apparaît élevée à la question de l'auto-identification (« Vous considérez-vous comme sioniste ou pas sioniste ? »).

Le rapport du « peuple de gauche » au sionisme est loin de n'être polarisé que dans les milieux militants. Ainsi, un tiers des personnes se disant de gauche n'ont pas d'opinion construite sur le sujet (35 %) et un peu plus d'une sur dix (13 %) se disent sionistes. Au total, plus de la moitié (52 %) refuse de se qualifier de « sioniste », et ce rejet s'avère principalement porté dans les franges les plus radicales : 58 % chez les sympathisants trotskistes, 67 % chez les sympathisants insoumis et 58 % chez les sympathisants communistes. Dans le reste de la gauche, l'antisionisme fait moins l'unanimité, en particulier chez les sympathisants de Place publique, qui sont beaucoup plus partagés sur le sujet. Si 47 % d'entre eux se disent « pas sionistes », ils sont néanmoins un sur trois à se dire « sioniste » (31 %). Chez les personnes de gauche, le rejet du sionisme atteint des sommets chez les jeunes de moins de 25 ans (63 %) et les personnes ayant des origines maghrébines (67 %) ou de confession musulmane (74 %). Le clivage confessionnel est donc d'une intensité sans commune mesure avec le clivage gauche-droite.

Cette hostilité à l'égard du terme « sioniste » coïncide pourtant avec un soutien majoritaire à ce qu'il recouvre dans sa version minimale : l'existence d'un État pour les juifs, que ce soit seul ou en coexistence avec un État palestinien.

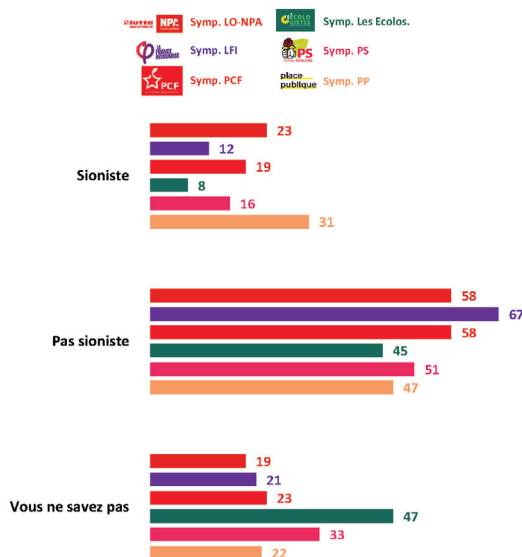
1. L'article 32 de la charte du Hamas du 18 août 1988 affirme que le « plan » sioniste « figure dans les *Protocoles des sages de Sion* » ; l'article 22 reprend le motif du contrôle juif de l'argent et des médias.
2. Malin Roitman, « Sens stéréotypique et cinétique du terme "sioniste" dans les médias français », *Revue nordique des études francophones*, vol. 9, n°1, 2026, pp. 189-212 (corpus frTenTen, 102 448 occurrences).

Q : Le sionisme est un mouvement national juif né à la fin du XIX^e siècle, affirmant que les Juifs constituent un peuple ayant droit à l'autodétermination. Au regard de sa définition (mouvement national juif né à la fin du XIX^e siècle), vous considérez-vous comme... ?

Base : ensemble des Français (3 000 répondants) ()



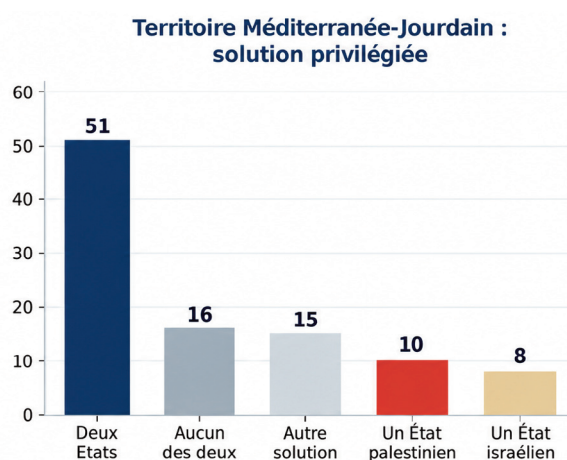
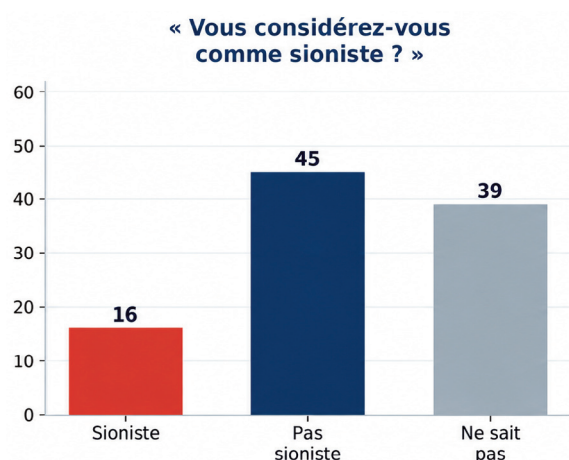
ifop
Fondation Jean Jaurès



Interrogés sur l'avenir du territoire situé entre la Méditerranée et le Jourdain, 51 % des Français privilégient la solution à deux États, contre 16 % qui ne veulent aucun des deux États, 15 % « une autre solution », 10 % un État palestinien unique et 8 % un État israélien unique. À gauche, les deux États sont encore plus majoritaires (55 %, contre 48 % à droite), et les deux options d'État unique se répartissent en

miroir : 16 % des personnes de gauche veulent un unique État palestinien contre 5 % à droite, tandis que 11 % des personnes de droite souhaitent un unique État israélien contre 3 % à gauche. Le rejet du terme « sioniste » n'empêche donc pas une majorité de Français de gauche d'approuver l'existence de l'État d'Israël.

Adhésion au sionisme et solution territoriale privilégiée (ensemble des Français, en %)



Être de gauche et défendre Israël : une compatibilité contestée par près d'un tiers de la gauche

Questionnés sur ce qu'il est possible de faire « tout en étant de gauche », 64 % des citoyens de gauche estiment que l'on peut défendre l'existence d'Israël, et 53 %, défendre le sionisme.

Mais on aperçoit un noyau dur : 29 % considèrent que l'on ne peut défendre ni l'un ni l'autre. Pour trois personnes de gauche sur dix, l'existence même de l'État d'Israël est incompatible avec l'identité de gauche. Cette exigence atteint 37 % chez les sympathisants de LFI, contre 18 % au PCF, 16 % au PS comme chez les écologistes et 9 % à Place publique. Une nuance contredit le gradient observé partout ailleurs : les sympathisants de LO-NPA sont 25 % dans ce cas, mais 62 % estiment que l'on peut défendre à la fois l'existence d'Israël et le sionisme, davantage que les socialistes (55 %) et bien plus que les insoumis (32 %). Sur cette question, l'exception n'est pas toute la gauche radicale : c'est LFI.

Même ligne de partage sur la question territoriale : la solution à deux États rassemble 87 % des sympathisants de Place publique, 66 % de ceux du PS et 60 % des écologistes, mais 51 % de ceux de LFI, 45 % de ceux du PCF et 41 % chez LO-NPA. L'indicateur le moins ambigu – l'unique État palestinien, seule option qui acte explicitement la disparition d'Israël – sépare les deux gauches sans discussion : 34 % des sympathisants du PCF y sont favorables et 29 % de ceux de LFI, contre 8 % de ceux du PS comme des écologistes et 5 % de ceux de Place publique.

Le paradoxe du slogan « De la rivière à la mer », adopté sans être perçu comme antisémite

L'adhésion à des propos antisionistes accusés d'être à connotation antisémite est globalement minoritaire à gauche, mais particulièrement populaire chez les sympathisants des partis les plus radicaux.

Ainsi, les slogans « Sionistes hors de nos facs » et « Sionistes hors de nos villes » sont d'une nature spécifique car ils ne critiquent pas un État : ils demandent l'exclusion de personnes d'espaces publics. Or, ils sont partagés par près d'un sympathisant insoumis sur deux (44 %), contre seulement un sympathisant socialiste ou communiste sur six (18 %). Plus largement, l'adhésion à ces slogans est forte chez les jeunes de moins de 25 ans (36 %), les habitants de l'agglomération parisienne (27 %, contre 16 % chez les ruraux), les habitants des quartiers à forte proportion d'immigrés (25 % dans les quartiers IRIS – classification de l'Insee – comptant plus de 20 % d'immigrés), les musulmans (46 %) ou encore les personnes ayant des origines africaines ou moyen-orientales (42 %). De plus, 51 % des sympathisants insoumis – 61 % de ceux de LO-NPA – estiment que ces slogans ne sont pas antisémites, contre 22 % de ceux du PS et 10 % de ceux de Place publique.

Le slogan « De la rivière à la mer, la Palestine sera libre » est quant à lui adopté par près d'une personne de gauche sur deux (48 %, contre 28 % des personnes de droite). Or, il désigne géographiquement l'ensemble du territoire situé entre le Jourdain et la Méditerranée : dans sa lecture littérale, il ne laisse aucune place à un État israélien. Une large partie de ceux qui souscrivent à un mot d'ordre impliquant la disparition d'Israël plaident donc par ailleurs pour deux États. Tout se passe comme si le slogan était adopté pour sa charge émotionnelle de soutien aux Palestiniens, sans que sa conséquence logique ne soit perçue ni assumée.

Le sionisme à l'épreuve de l'opinion : un référent instable, des positions en porte à faux

Q : Personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacun des propos suivants ?

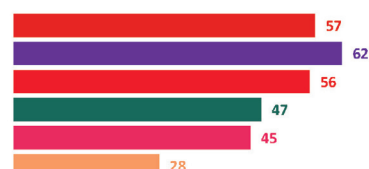
Base : ensemble des Français (3 000 répondants) 

Proportion de personnes d'accord avec ces slogans

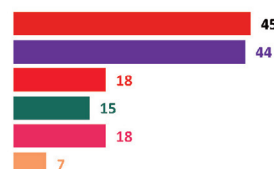


Le slogan « De la rivière à la mer, la Palestine sera libre » (From the river to the sea, Palestine will be free)

 NPA  Symp. LO-NPA  Symp. Les Écolos
 Symp. LFI  Symp. PS
 Symp. PCF  Symp. PP



Les slogans « Sionistes hors de nos facs », « Sionistes hors de nos villes »



 ifop  Fondation Jean Jaurès

Par ailleurs, 59 % des Français, 63 % des personnes de gauche et jusqu'à 72 % des sympathisants de LFI estiment que « De la rivière à la mer » n'est pas antisémite ; 34 % en disent autant du slogan appelant à chasser les sionistes des facultés. Le débat s'est cristallisé lors de la controverse suscitée par les usages de la formule par l'eurodéputée Rima Hassan, que la

Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) a qualifiée de « passion antisémite », quand l'intéressée les présente comme un appel à la liberté des Palestiniens¹. L'enquête en donne la clé de compréhension : la même formule est vécue par les uns comme un appel à l'égalité, par les autres comme une négation d'Israël.

1. Gautier Cruchaudet, « "De la mer au Jourdain" : la Licra fustige la "passion antisémite" de Rima Hassan », *Le journal du dimanche*, 25 décembre 2025.

La gauche face à elle-même : lucidité, divisions et autocensure

Au terme de ce parcours, qui a mis au jour un soupçon massif, des adhésions avérées, des mécanismes de minoration et un mot devenu illisible, reste à savoir ce que la gauche fait de ce diagnostic. On aurait pu penser qu'une famille politique qui voit peu la haine antijuive dans la société la verrait moins encore chez elle. Ce n'est pas forcément le cas, mais cette lucidité s'avère très inégale.

Une gauche qui se divise et reconnaît sa propre tendance à minimiser le problème

Trois affirmations ont été soumises aux Français de gauche : « Les débats concernant la lutte contre

l'antisémitisme créent des divisions au sein de la gauche française » recueille 57 % d'adhésion. « Les partis de gauche disposent généralement d'une analyse claire des causes de l'antisémitisme » n'en obtient que 52 %, ce qui est bas pour une auto-évaluation. Enfin, près d'un sur deux (45 %) admet que « les propos antisémites sont parfois minimisés dans les milieux de gauche ».

La ventilation partisane de ces trois réponses est l'un des enseignements importants de l'enquête. Ce ne sont pas les sympathisants de la gauche radicale qui s'avouent ce déni, ce sont ceux de la gauche modérée : l'aveu de minimisation atteint 75 % chez les sympathisants de Place publique, 59 % chez les sympathisants écologistes et 53 % chez ceux du PS, mais 35 % chez ceux de LO-NPA, 31 % chez ceux de LFI et 29 % chez ceux du PCF. Le constat de division de la gauche, en lien avec la première affirmation,

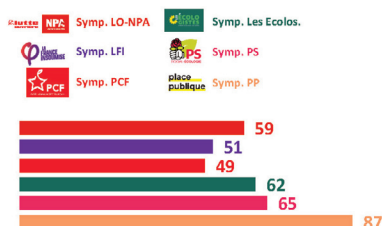
Q : Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes... ?

Base : personnes se positionnant idéologiquement à gauche (1 242 répondants)

Proportion de personnes de gauche d'accord avec ces affirmations



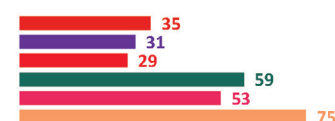
Les débats concernant la lutte contre l'antisémitisme créent des divisions au sein de la gauche française



Les partis de gauche disposent généralement d'une analyse claire des causes de l'antisémitisme



Les propos antisémites sont parfois minimisés dans les milieux de gauche



se répartit de la même façon : 87 % chez les sympathisants de Place publique et 65 % chez ceux du PS, contre 51 % chez ceux de LFI et 49 % chez ceux du PCF. Enfin, les sympathisants de LFI sont les plus nombreux de toute la gauche (69 %) à juger que leur camp dispose d'une analyse claire des causes de l'antisémitisme, quand ceux de Place publique ne sont que 44 %. L'électorat le plus mis en cause dans le débat public est donc à la fois le plus satisfait de son diagnostic et le moins disposé à reconnaître une minimisation.

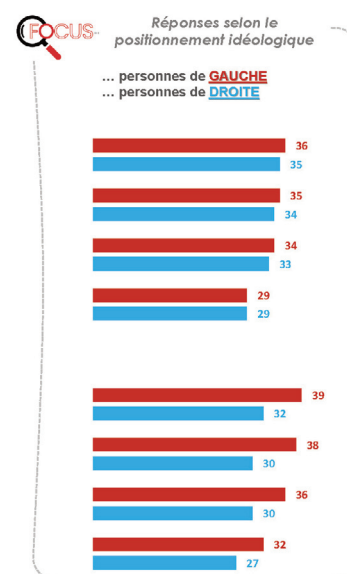
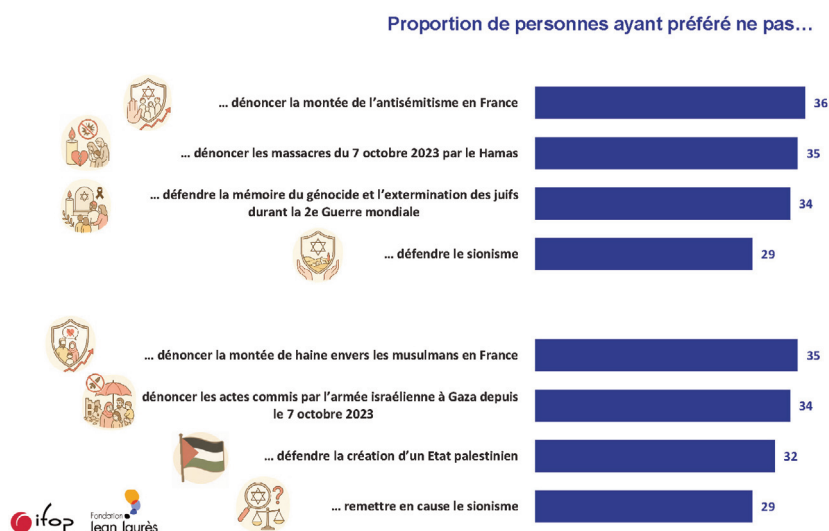
Ce résultat donne une consistance à un thème récurrent du débat public depuis 2016 : celui des « deux gauches irréconciliables ». Si la formule visait à l'origine la politique économique et l'ordre républicain, l'antisémitisme constitue aujourd'hui l'une des lignes de fracture les plus profondes.

Un climat d'autocensure, symétrique et concentrée à la gauche radicale

Ce malaise a une traduction concrète : le silence. Environ un tiers des Français déclarent s'être déjà autocensurés, et dans les deux directions : 36 % ont renoncé à dénoncer la montée de l'antisémitisme, 35 %, les massacres du 7-October, 34 %, à défendre la mémoire du génocide des juifs, mais aussi 35 %, à dénoncer la haine antimusulmane et 34 %, les actes de l'armée israélienne à Gaza. Le mot « sionisme » produit la symétrie la plus parfaite : 29 % des Français ont renoncé à le défendre et exactement 29 %, à le remettre en cause.

Q : Par crainte de polémiques ou de réactions négatives, vous est-il déjà arrivé de ne pas exprimer publiquement une opinion pour... ?

Base : ensemble des Français (3 000 répondants) 



Les Français de gauche ne sont pas moins silencieux que les autres : ils le sont autant sur les items liés à l'antisémitisme et davantage sur ceux liés au conflit (39 % contre 32 % sur la haine antimusulmane, 38 % contre 30 % sur Gaza, 36 % contre 30 % sur l'État palestinien).

L'autocensure se concentre chez les sympathisants de la gauche radicale, et dans les deux sens : 55 %

des sympathisants du PCF ont renoncé à dénoncer la montée de l'antisémitisme et 64 %, les actes de l'armée israélienne. Ces pourcentages sont de 56 % et 47 % chez ceux de LO-NPA, et de 44 % et 41 % chez ceux de LFI. Chez les sympathisants écologistes et socialistes, ces proportions tombent à 26 % et 30 %. C'est donc là où le sujet est le plus vif qu'il est le moins dicible, non par indifférence mais parce que

toute prise de parole y devient immédiatement suspecte d'appartenir au camp adverse.

Les sympathisants de gauche eux-mêmes semblent d'ailleurs attendre en priorité une réponse politique. Interrogés sur les moyens de lutter contre l'antisémitisme dans leur propre camp, 35 % citent d'abord des « prises de position publiques plus claires de la part

des responsables politiques », devant le développement d'actions communes avec les associations antiracistes (25 %) et le renforcement des formations militantes (10 %). Un autre résultat mérite attention : seuls 7 % considèrent que l'antisémitisme constitue « un sujet marginal dans les milieux de gauche ».

Des exemples concrets dans les milieux de gauche

Les milieux militants offrent un prolongement plus qualitatif de ces résultats. Plusieurs témoignages et controverses récentes mettent en lumière un antisémitisme qui tendrait à devenir plus acceptable lorsqu'il se greffe sur la cause palestinienne. Ils éclairent des mécanismes que l'enquête fait apparaître : difficulté à identifier certains propos comme antisémites, relativisation lorsqu'ils sont formulés au nom de l'antisionisme, et concurrence entre la lutte contre l'antisémitisme et d'autres causes jugées prioritaires. L'affaire Julia Layani en constitue une illustration. Cette podcasteuse juive, membre du jury du festival de cinéma LGBTQIA+ Chéries Chéris, avait demandé que les otages israéliens soient mentionnés dans un texte de clôture évoquant les victimes des conflits à Gaza, au Liban et en Iran¹. Sa prise de parole, qui lui avait d'abord été refusée, a suscité une vive réaction dans la salle : lorsqu'elle a finalement pu défendre sa demande sur scène, elle a notamment été sifflée par une partie du public. La polémique qui a suivi a conduit la Région Île-de-France à suspendre sa subvention au festival. Cet épisode met en évidence la difficulté, dans certains espaces militants, à intégrer les victimes israéliennes à un discours principalement structuré autour de la solidarité avec les Palestiniens.

La même ambiguïté se retrouve dans certains espaces politiques. À la Fête de l'Humanité de septembre 2024, l'Union juive française pour la paix (UJFP) organisait ainsi un débat intitulé « Combattre l'antisémitisme : par-delà ses instrumentalisation sionistes et islamophobes² ». Le choix même de l'intitulé est significatif : la lutte contre l'antisémitisme y est pensée en même temps que le risque de son « instrumentalisation ». Cette grille de lecture n'implique pas, en elle-même, une adhésion à des préjugés antijuifs. Elle montre en revanche combien la dénonciation de l'antisémitisme peut, dans certains segments de la gauche militante, être immédiatement accompagnée d'un soupçon sur les usages politiques qui en seraient faits.

D'autres affaires ont nourri la controverse sur les fréquentations ou les initiatives de responsables de la gauche radicale. À l'occasion d'une projection prévue au lendemain du 7 octobre 2023, la députée de LFI Ersilia Soudais avait ainsi convié à l'Assemblée nationale Mariam Abou Daqqa, membre du bureau politique du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), organisation inscrite sur la liste européenne des organisations terroristes. De son côté, le député de LFI Thomas Portes s'était rendu au Caire le 5 octobre 2023 pour rencontrer, notamment, un responsable de l'association Humani'Terre, laquelle a ensuite été visée, à partir de novembre 2023, par une enquête du parquet national antiterroriste pour financement du terrorisme, et soupçonnée de liens avec le Hamas³.

1. Nora Bussigny, *Les nouveaux antisémites*, Paris, Albin Michel, 2025.

2. Lucas Planavergne, « À la Fête de l'Humanité, "combattre l'antisémitisme" avec... Houria Bouteldja », *Le journal du dimanche*, 13 septembre 2024. Débat organisé par l'UJFP le 15 septembre 2024.

3. Faits rassemblés dans le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les liens entre mouvements politiques et organisations propageant l'idéologie islamiste (n°2235, 10 décembre 2025).

Discussion

Sur le papier, la gauche est bien ce qu'elle croit être : plus sensible aux discriminations, plus homogène dans ses indignations, moins encline à pardonner aux candidats qui dérapent. Elle sait même nommer son mal : une majorité admet que le sujet la divise, près d'une personne de gauche sur deux, que les propos antisémites y sont parfois minimisés, et presque personne n'ose dire que le problème serait marginal. Mais cette lucidité a une adresse : la gauche modérée. Là où le soupçon est le plus lourd, l'aveu est le plus rare.

Or, ce soupçon est lourd pour la gauche. Longtemps, le parti que les Français associaient d'abord à la haine des juifs était celui dont l'histoire porte le « point de détail ». Ce n'est plus le cas : La France insoumise est désormais citée à parité avec le RN (47 % contre 48 %). Non que le Rassemblement national soit blanchi – la publication des propos de jeunesse de Jordan Bardella n'a pourtant fait bouger les lignes qu'à la marge (+3 points entre la mi-juillet et le début octobre 2026), signe que l'affaire a moins déplacé le regard qu'on aurait pu le croire –, mais le soupçon qui pesait sur un seul foyer s'est dédoublé. Et le jugement porté sur LFI ne vient pas que de ses adversaires : une part importante des sympathisants socialistes et écologistes le partage. Quant à Jean-Luc Mélenchon, le voilà perçu aussi peu crédible qu'Éric Zemmour pour combattre la haine antijuive, dernier ex æquo des personnalités politiques figurant dans l'enquête.

La sensibilité déclarée ne protège de rien. Mis devant des énoncés concrets plutôt que devant des valeurs abstraites, les Français de gauche approuvent autant de propos à connotation antisémite que ceux de droite, et un sur trois le fait en sachant que le propos est antisémite. L'écart entre les deux camps

n'est pas une question de degré : c'est une question de registre. La gauche trébuche sur Israël ; la droite trébuche sur Vichy. Et lorsque la droite trébuche, c'est d'abord à son extrémité : sur la réhabilitation de Pétain comme sur le vieux motif du juif et de la finance, les sympathisants du RN faisant jeu égal avec la gauche radicale, quand ils ne la dépassent pas.

Deux leçons débordent le cas de la gauche. La première : le vrai clivage n'oppose plus la gauche à la droite, mais le centre aux extrêmes. Sur la disposition à composer avec l'antisémitisme comme sur l'adhésion assumée, les deux pôles radicaux se répondent presque chiffre pour chiffre : 41 % des sympathisants du RN et 37 % des insoumis approuvent au moins un propos qu'ils jugent eux-mêmes antisémite ; 28 % des premiers et 25 % des seconds pourraient voter pour un candidat en ayant tenu. Si l'antisémitisme s'écrit donc toujours à l'encre brune, il se dessine aussi, désormais, au feutre rouge et vert.

La seconde : un mot devenu illisible produit des effets très lisibles. Le « sionisme » ne désigne plus rien de commun : on rejette le terme tout en approuvant ce qu'il recouvre, on scande des slogans dont on récuse la conséquence logique, on chasse le « sioniste » de l'université sans y voir de haine. La confusion sémantique est immense...

Reste un chemin, pour une gauche qui se veut l'héritière de Jean Jaurès et des dreyfusards : nommer sans euphémisme ce qui doit l'être, distinguer la critique d'un gouvernement de la stigmatisation d'un peuple, refuser que la hiérarchie des combats antiracistes fasse de l'antisémitisme la variable d'ajustement des autres. Ce n'est pas une exigence venue de l'extérieur : c'est ce que ses propres sympathisants réclament d'abord, des positions publiques plus claires. La balle est dans le camp des états-majors.

Table des matières

01	Introduction
03	L'essentiel : les chiffres clés de l'enquête
05	L'« affaire Bardella » n'efface pas le discrédit de Jean-Luc Mélenchon dans la lutte contre l'antisémitisme
09	L'examen des faits : ce que la gauche approuve réellement
15	Les ressorts de l'aveuglement : de la minoration des actes à la tolérance électorale
21	Le sionisme à l'épreuve de l'opinion : un référent instable, des positions en porte à faux
26	La gauche face à elle-même : lucidité, divisions et autocensure
29	Discussion

Reconnue d'utilité publique dès sa création, **la Fondation Jean-Jaurès** est la première des fondations politiques françaises. Elle est présidée par **Jean-Marc Ayrault**.

Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis plus de trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation.

La collection des « Rapports », dirigée par **Laurent Cohen** et **Jérémie Peltier**, répond à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous.

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

POUR FAIRE VIVRE LE DÉBAT,

SOUTENEZ-NOUS !

Pour poursuivre ses missions d'intérêt général, la Fondation Jean-Jaurès a besoin de votre soutien.

Reconnue d'utilité publique depuis sa création en 1992, elle peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

VOUS ÊTES UN PARTICULIER

Les dons des particuliers bénéficient d'une réduction d'impôts sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable, ou de 75 % de vos dons versés au titre de l'IFI dans la limite de 50 000 euros (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Par exemple, un don de 100 € revient à 34 € pour un particulier imposable.

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

Les dons des personnes morales de droit privé assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre participation aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

COMMENT FAIRE UN LEGS ?

Avec la disposition testamentaire du legs, vous pouvez transmettre tout ou partie de votre patrimoine à la Fondation Jean-Jaurès.

Il faut rédiger un testament et le faire authentifier par un notaire. Tout ou partie des biens peuvent être légués, quels qu'ils soient (somme d'argent, titres, œuvres d'art, immeubles...). Il faut respecter la règle de la quotité disponible s'il y a des héritiers, ou, à défaut d'enfants, le conjoint a une réserve d'un quart du patrimoine ; si ce n'est pas le cas, les biens peuvent être légués en totalité.

BULLETIN DE SOUTIEN



Mon soutien à la Fondation Jean-Jaurès

- ☐ 20 euros ☐ 50 euros ☐ 100 euros ☐ 200 euros
☐ 500 euros ☐ 1 000 euros ☐ Autre montant _____ euros

Je choisis de faire un don :

- ☐ à titre personnel
☐ au titre de la société suivante :

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

- ☐ Par chèque, à l'ordre de la **Fondation Jean-Jaurès**
À renvoyer à : Fondation Jean-Jaurès, 12 Cité Malesherbes, 75009 Paris
- ☐ Par virement bancaire, daté du : _____
au profit du compte Fondation Jean-Jaurès
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0154 2120
862 BIC : CCOPFRPPXXX

- ☐ Sur HelloAsso



Derniers rapports et études :

10_2026 : Faire de la coopération une force politique ? Réflexions sur la puissance politique de la coopération anglaise

Joe Fortune, Marc Le Chevalier, Jim McMahon, Rose Marley, Jérôme Saddier, Bastien Sibille

10_2026 : Invisibiliser, polariser, désinformer : la crise environnementale selon CNews

Célie Caraty, Jean Sauvignon, Théodore Tallent

10_2026 : Les vigies du sport amateur. Comment notre société traite-t-elle ses arbitres ?

Laurent-David Samama, Jérémie Peltier

10_2026 : Récits de campagnes. Quand les maires racontent leurs dernières élections municipales

Florian Bercault et Olivia Fortin (coord.)

09_2026 : La République des lecteurs. Pour en finir avec la mort du livre

Arthur De Grave, Diana Filippova

09_2026 : Le Nutri-Score : dix ans de bataille législative, de l'ombre à la lumière

Camille Chaussinand, Stéphane Besançon, Agnès Buzyn, Juliette Decaudin, David Garbous, Serge Hercberg, Sandrine Runel, Dominique Schelcher, Mathilde Touvier

09_2026 : La gratuité des transports. Tentative d'analyse d'une idée à la mode

Mathieu Alapetite, Pierre Van Cornewal

09_2026 : Électro-puissance. Le choix français de la réindustrialisation et de la protection

Neil Makaroff, Tristan Beucier, Marin Gillot

09_2026 : Démographie 2050. Quels scénarios et quels choix pour la France ?

Dylan Buffinton

08_2026 : 40 000 morts en dix ans : de la mare nostrum au cimetière méditerranéen

Marie-Arlette Carlotti, Jérôme Darras, Mickaël Vallet

08_2026 : Douze ans à l'épreuve du réel. Réflexions d'un ancien adjoint au maire

Bassem Asseh



fondationjeanjaures



@j_jaures



fondation-jean-jaures



www.youtube.com/c/FondationJeanJaures



fondationjeanjaures



fondationjeanjaures



fondationjjaures.bsky.social



bit.ly/4g6UANC

Abonnez-vous !



www.jean-jaures.org

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS